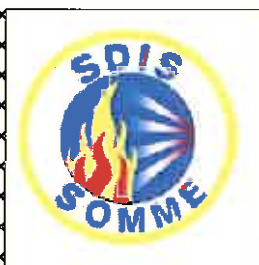


PRO

**REMPLACEMENT
CHUTE EU-EV**



**C.S.P. AMIENS
CATELAS**

D o s s i e r P r o

C - C - T - P

Pour le Président et par délégation
Le Directeur Départemental
des Services d'Incendie et de Secours
de la Somme

Colonel Marc DEHÉDIN

1	Mise à jour suite aux remarques du MCA	01/10/13	Th DEPREZ		ThDEPREZ		B LOISELEUX		
0	Etablissement du document	23/09/13	A BOUSAKEN		ThDEPREZ		B LOISELEUX		
Ind.	Modification	Date	Etabli	Visa	Véifié	Visa	Approuvé	Visa	

MAITRE DE L'OUVRAGE : **SDIS DE LA SOMME**
7 allée bicêtre
B.P. 2606
80026 AMIENS Cedex

Projet : **CSP Amiens - Catelas**



ACTIVOTEL 1
5 rue Baudouin IX
B.P. 10020
59651 VILLENEUVE D'ASCQ Cedex

Tél : 03.20.59.15.50
Fax : 03.20.67.28.76

thierry.deprez@ingerop.com

Echelle

Date 23 SEPTEMBRE 2013

Format A4

FICHIER

REFERENCE

I G N N O R E E 3 7 6 9 P R O P E G E 1 0 0 1

SOMMAIRE

1. CHAPITRE 1 – GENERALITES	5
1.1. Objet du présent cahier	5
1.2. Présentation de l'opération	5
1.2.1. Généralités	5
1.2.2. Situation	5
1.2.3. Description générale du site.....	5
1.2.4. Description des bâtiments existants	6
1.2.4.1. Constat	6
1.2.4.2. Certificat de visite.....	6
1.2.4.3. Bâtiment CORROYERS: REZ-DE-CHAUSSEE	6
1.2.4.4. Bâtiment CORROYERS : ETAGES	6
1.2.4.5. Bâtiment CORROYERS : Terrasse.....	7
1.2.5. Matériaux particuliers recensés lors du diagnostic	7
1.2.6. Description des travaux à réaliser	7
1.2.7. Dispositions particulières de réalisation	8
1.3. Etendue de la prestation	8
1.3.1. Travaux préliminaires.....	8
1.4. Interventions préliminaires.....	9
1.5. Document à fournir.....	9
1.5.1. Consistance des travaux	9
1.5.2. Avant l'exécution des travaux	9
1.5.3. Après l'exécution des travaux	10
1.6. Documents Généraux de Référence et Textes Réglementaires.....	10
1.6.1. Généralités	10
1.6.2. Textes réglementaires et normatifs de référence applicables pour l'exécution des présents travaux	10
1.6.3. Démarches auprès des Administrations	12
1.6.4. Responsabilité, Assurance, Qualifications	12
1.7. Plan de retrait des matériaux contenant de l'amiante	12
1.7.1. Les mesures qu'il met en œuvre, par phase de travaux pour	13
1.7.2. Les documents suivants ;	13
1.7.3. Le programme des autocontrôles du Titulaire,	13
1.7.4. L'avis du Médecin du travail	13
1.7.5. Plans d'exécution.....	13
1.7.6. Approvisionnement et Accès.....	14
1.7.7. Signalisation	14
1.7.8. Circulation dans l'enceinte du CSP CATELAS ;	14
1.7.9. Fermeture du chantier.....	14
1.7.10. Nettoyage et dégradations ;	14
1.7.11. Entretien du chantier ;	15
1.7.12. Appartements voisins.....	15
1.8. Canalisations et branchements divers existants.....	15
1.9. Précautions particulières contre les nuisances	15

1.10.	Protection et prévention des accidents	15
1.11.	Matériaux provenant des démolitions	16
1.12.	Documents à fournir par l'Entrepreneur	16
1.12.1.	Certificats - Attestations	16
1.12.2.	Sous-traitance	16
1.12.3.	Plan de récolement	16
1.12.4.	Panneau de chantier	17
1.13.	Traitement des déchets :	17
1.13.1.	Gestion des déchets	17
1.13.2.	Evacuation des gravats, matériaux et déchets	17
1.13.3.	Déroulement des travaux	18
2.	CHAPITRE 2 — MODE D'EXECUTION DES TRAVAUX	19
2.1.	Généralités	19
2.2.	Désamiantage	19
2.2.1.	Prescriptions Techniques Particulières	19
2.2.1.1.	Diagnostic amiante	19
2.2.1.2.	Matériaux contenant de l'amiante faisant l'objet de l'opération de retrait	19
2.2.1.3.	Rappel succinct de la réglementation	19
2.2.1.4.	Choix du mode d'élimination des déchets	20
2.2.1.5.	Enlèvement de l'amiante	20
2.2.1.6.	Procédure d'intervention proposée pour le désamiantage	20
2.2.1.7.	Protections individuelles et collectives	20
2.2.1.8.	Conditionnement et évacuation des déchets	21
2.2.1.9.	Contrôle de bonne exécution	22
2.2.2.	Description des travaux de désamiantage	22
2.2.2.1.	Travaux préparatoires	22
2.2.2.2.	Travaux de dépose	22
2.3.	Déconstruction	23
2.3.1.	Prescriptions techniques particulières	23
2.3.1.1.	Matériel	23
2.3.1.2.	Matériaux	23
2.3.1.3.	Propreté du chantier	23
2.3.1.4.	Élimination des déchets	23
2.3.1.5.	Modes opératoires	23
2.3.2.	Descriptions des travaux des déconstructions	24
2.3.2.1.	Travaux de « déconstruction »	24
2.3.2.2.	Reconnaissance des lieux	24
2.3.2.3.	Cadre de l'intervention	24
2.3.2.4.	Constat d'huissier pour existants conservés	24
2.3.2.5.	Maintien de la circulation et des accès - travaux en limite de voirie	25
2.3.2.6.	Prestations propres aux démolitions	25
2.3.2.7.	Etat des lieux après démolition	25
2.4.	Description des travaux de remise en état des sanitaires	25
2.4.1.	Traversées de planchers	25
2.4.2.	Nouvelles chutes EU-EV	26
2.4.3.	Appareils Sanitaires	27
2.4.3.1.	Généralités	27
2.4.3.2.	Cuvettes WC	28
2.4.4.	Nouvelle façade	28
2.4.5.	Travaux d'embellissement	29

2.4.5.1.	Préparation des supports.....	29
2.4.5.2.	Traitement des parois.....	29
2.4.5.3.	Peinture sur boiserie.....	30
2.4.5.4.	Peinture sur tuyauteries.....	30
2.4.5.5.	Travaux de sol souple.....	30
2.4.5.6.	Travaux en plafond.....	31
2.4.6.	Travaux en terrasse.....	31
2.4.7.	Nettoyage.....	32
2.5.	Installation de chantier.....	32
2.5.1.1.	Installations et clôtures de chantier.....	32
3.	CHAPITRE 3 – REPORTAGE PHOTOS.....	33
3.1.	Description des travaux.....	34
3.1.1.	Terrasse – R+5.....	34
3.1.2.	Appartement 39 – R+4.....	35
3.1.3.	Appartement 37 – R+3.....	36
3.1.4.	Appartement 35 – R+2.....	38
3.1.5.	Appartement 33 – R+1.....	40
3.1.6.	REMISE – R0.....	41

1. CHAPITRE 1 – GENERALITES

1.1. Objet du présent cahier

Le S.D.I.S de la Somme (80) envisage le remplacement de deux chutes EU-EV contenant de l'amiante au C.S.P. CATELAS à AMIENS.

Le présent marché a pour objet le remplacement de deux chutes EU-EV. y compris les travaux connexes.

Cette opération devra se dérouler en deux phases :

- Phase 01 – appartements 33 – 35 – 37 – 39
- Phase 02 – appartements 32 – 34 – 36 – 38

1.2. Présentation de l'opération

1.2.1. Généralités

L'entrepreneur est réputé connaître parfaitement les lieux et avoir pris l'exacte mesure de toutes les contraintes relatives au site et à l'environnement.

L'entrepreneur fournira avec la remise de son offre, le certificat de visite joint en annexe du DPGF.

L'ENTREPRENEUR DOIT SIGNALER A LA MAITRISE D'OEUVRE LES EVENTUELLES OMISSIONS, CONTRADICTIONS OU IMPRECISIONS QU'IL AURAIT RELEVÉES DANS LES PIÈCES TECHNIQUES (C.C.T.P., PLANS, CROQUIS ETC...).

EN CONSEQUENCES, IL NE POURRA SE PREVALOIR D'UN MANQUE SUSCEPTIBLE D'UN QUELCONQUE SUPPLEMENT A SON PRIX FORFAITAIRE.

Les plans joints au présent dossier sont des plans de principe d'exécution.

Tous les plans d'exécution sont à charge exclusive du présent marché.

Les plans de récolement en fin de chantier sont à charge de l'entreprise.

1.2.2. Situation

L'opération est située en centre-ville, située 26 rue Jean CATELAS à Amiens.

Localisation : Voir carnet des pièces graphiques – GE 001 ind0

1.2.3. Description générale du site

Les travaux devront se faire dans le Centre de Secours Principal Jean CATELAS en fonctionnement.

Aucuns véhicules, bennes ou obstacles divers ne devra perturber le départ d'un véhicule pour une intervention.

1.2.4. Description des bâtiments existants

1.2.4.1. Constat

Préalablement à son intervention, le Titulaire établira un constat dans chacun des locaux ou il doit intervenir.

- Il sera établi en deux exemplaires et accompagné d'un reportage photos.
- Il servira à figer l'état des parois environnantes.
- La non observation de cette exigence impliquera les réfections partielles ou totales qui s'avèreraient nécessaires ; celles-ci seraient à la charge de l'Entreprise (sans supplément de prix).

1.2.4.2. Certificat de visite

Un certificat de visite est joint dans le D.P.G.F, avant de remettre son offre, l'entreprise devra obligatoirement se rendre sur le site afin de visiter les lieux.

Le certificat de visite devra être joint à l'offre.

1.2.4.3. Bâtiment CORROYERS: REZ-DE-CHAUSSEE

- ☞ Le rez-de-chaussée correspond à la REMISE VEHICULES.
- Une zone sera dédiée pour le Titulaire.
- ☞ L'amenée des bungalows, matériel se fera par la cour.

Il est impératif que le Titulaire du présent lot ne gêne pas une sortie de véhicule pendant la phase Travaux.

L'amenée du matériel se fera le matin et les évacuations en fin de journée. Les horaires devront être programmés conjointement avec un représentant de la caserne.

Localisation : Voir carnet des pièces graphiques – GE 001 ind0

1.2.4.4. Bâtiment CORROYERS : ETAGES

- Les quatre étages sont dédiés aux appartements des pompiers
- ☞ R + 1 ; Apt 33 & Apt 32
- R + 2 ; Apt 35 & Apt 34
- R + 3 ; Apt 37 & Apt 36
- R + 4 ; Apt 39 & Apt 38

L'accès aux appartements devra se faire depuis la même entrée au 6 rue des Corroyers, la cage d'escaliers est commune

Localisation : Voir carnet des pièces graphiques – GE 001 ind0

1.2.4.5. Bâtiment CORROYERS : Terrasse

L'accès à la terrasse devra se faire depuis l'entrée de la rue des Corroyers

Localisation : Voir carnet des pièces graphiques – GE 001 ind0

1.2.5. Matériaux particuliers recensés lors du diagnostic

Diagnostic amiante : pour la phase 01 ; Appartements 33 – 35 – 37 – 39

RAPPORT VERITAS n° 6041007/1/1/1 établi le 31/05/2013

Diagnostic amiante : pour la phase 02 ; Appartements 32 – 34 – 36 – 38

RAPPORT VERITAS n° 6075532/1/1/1 établi le 25/09/2013

RAPPORT de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux

1.2.6. Description des travaux à réaliser

Dans les huit sanitaires, seront préalablement débarrassés de tous panneaux bois, cuvettes WC, gravats, équipements et produits divers nécessitant un traitement spécifique autre qu'une simple évacuation en décharge pour matériaux inertes. La totalité de cette prestation fait partie du présent marché.

Il s'agit de :

- Installation et préparation de chantier ;
 - * installation et aménagement de chantier,
 - * signalisation de chantier, avec l'accord du C.S.P. CATELAS.
 - * mise en place d'une clôture de chantier, dans la REMISE permettant l'accès en toute sécurité au chantier
 - * préparation de chantier.
- Amiante
 - * retrait des matériaux friables et non friables contenant de l'amiante,
 - * conditionnement, chargement, transport vers les CET de classe 1 ou 2,

- * gestion des documents justificatifs (bordereaux de suivi et bons de pesée).

- Déchets

- * aménagement de l'aire pour la gestion des déchets,
- * évacuation des matériaux et appareils sanitaires permettant l'accès aux chutes EU-EV en fond des sanitaires.
- * collecte, conditionnement, chargement, transport des déchets vers les filières définies dans le plan de gestion des déchets,
- * gestion des documents justificatifs (bordereaux de suivi et bons de pesée).

- Neutralisation des réseaux :

- * neutralisation des réseaux EU – EV dans chaque appartement,

- Démolition ouvrages divers :

- * La dépose des « façades » en fond des WC,
- * La dépose des cuvettes WC,
- * La dépose de la faïence murale (4 faces)
- * L'enlèvement des plafonds en plaques polystyrène,
- * L'enlèvement du papier peint et ou toile de verre,
- * L'enlèvement des gravats aux passages des chutes au droit des planchers,
- * La dépose de la souche de cheminée.

Localisation : Voir carnet des pièces graphiques – GE 001 ind0

1.2.7. Dispositions particulières de réalisation

Dès le début des travaux, le site sera mis en sécurité à l'égard de l'environnement : protection des personnes et des équipements existants par barrières type HERAS ou équivalent.

1.3. Etendue de la prestation

Le Titulaire doit :

1.3.1. Travaux préliminaires

- l'installation de chantier, dont bureau chantier et base de vie, signalisation, panneau d'information de chantier, mise en sécurité du site
- l'élimination de substances polluantes selon les réglementations en vigueur (conduits en amiante-ciment)
- le nettoyage du site, tri sélectif et évacuation des produits, matériels et détritux en décharge autorisée ou centres de traitement agréés

- la dépose et l'évacuation en décharge suivant la réglementation des conduits EU-EV en amiante-ciment

Localisation : Voir carnet des pièces graphiques – GE 001 ind0

1.4. Interventions préliminaires

Avant toute intervention, le Titulaire, en complément des informations données ci-après, devra avoir pris les renseignements d'ordre administratif ou technique auprès des services compétents du CSP CATELAS (E.D.F. - G.D.F. - Télécom - Eau). Afin d'éviter tout incident, il devra :

- mettre à disposition le personnel qualifié pour assurer le repérage, la coupure ou le maintien suivant besoins des réseaux en service
- vérifier la portion des réseaux en service et les baliser pour éviter tout incident ou dégradation (en cas de dégradation, leur remise en état et les incidences correspondantes seraient à la charge du Titulaire)

1.5. Document à fournir

1.5.1. Consistance des travaux

Avant l'établissement de sa remise de prix, l'entrepreneur devra avoir une parfaite connaissance du projet, avoir vérifié les côtes sur site ainsi que la parfaite concordance entre le présent C.C.T.P. et son devis quantitatif. Les observations doivent être formulées durant cette période d'étude, avant la remise de son offre. Il s'engage enfin à exécuter ses travaux suivant les règles de l'art.

1.5.2. Avant l'exécution des travaux

Le Titulaire fournira un **Dossier d'Exécution des Ouvrages** comprenant tous les plans, coupes, détails, certificats et documents techniques au Maître d'Œuvre afin qu'il s'assure de la conformité des produits mis en œuvre avec le présent C.C.T.P.

Sur ces documents figurera une page de garde ou un cartouche précisant :

- > l'objet du présent marché,
- > le lieu du chantier,
- > le Maître d'Ouvrage – le Maître d'Œuvre,
- > l'entreprise titulaire,
- > l'objet du document
- > l'échelle
- > un numéro de plan avec indice si nécessaire,
- > une date d'émission.

1.5.3. Après l'exécution des travaux

L'entreprise fournira un Dossier des Ouvrages Exécutés, reprenant l'ensemble des plans, coupes, détails, certificats et documents techniques corrigés après exécution. Ces documents disposeront d'une page de garde comportant les mêmes précisions que ci-dessus et complétées de la mention « D.O.E. »

Le D.O.E. sera donné en 3 exemplaires dont 1 sur support informatique (CD).

1.6. Documents Généraux de Référence et Textes Réglementaires

1.6.1. Généralités

Les ouvrages et les modes opératoires seront conformes aux Normes et Règlements en vigueur, y compris leurs mises à jour éventuelles à la date de la signature du marché.

La liste des textes particuliers cités à l'article 1.6.2 n'est pas limitative.

Tous les documents généraux de référence seront ceux en vigueur à la date de la signature du marché et comprendront donc tous les additifs et modificatifs publiés officiellement à cette date.

1.6.2. Textes réglementaires et normatifs de référence applicables pour l'exécution des présents travaux

Décret n° 2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante

Décret n° 2011-629 du 3/06/2011 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis.

Décret n° 2008-244 du 7 mars 2008 relatif au code du travail (partie réglementaire)

Arrêté du 30/12/2002 relatif aux stockages de déchets dangereux

Arrêté du 05/12/2002 relatif au transport des matières dangereuses par route (dit Arrêté ADR)

Décret n° 2002-839 du 3/05/2002 modifiant le décret n° 96-97 du 7 Février 1996 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis.

Arrêté du 21/01/2002 portant agrément d'organismes habilités à procéder aux contrôles de la concentration des poussières d'amiante dans l'atmosphère des lieux de travail.

Arrêté du 02/01/2002 relatif au repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolition en application de l'article 10-4 du décret 96/97 modifié.

Arrêté du 24/12/2001 portant agrément d'organismes habilités à procéder aux mesures de la concentration en poussières d'amiante dans les immeubles bâtis.

Décret n° 2001-840 du 13/09/2001 modifiant le décret n° 96-97 du 7 Février 1996 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis et le décret n° 96-98 du 7 Février 1996 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante.

Arrêté du 01/06/2001 relatif au transport des marchandises dangereuses par route (dit arrêté ADR).

Arrêté du 24/01/2001 portant agrément et retrait d'agrément d'organismes habilités à procéder aux contrôles de la concentration des poussières d'amiante dans l'atmosphère des lieux de travail.

Arrêté du 12/07/2000 relatif aux exceptions à l'interdiction de l'amiante.

Arrêté du 30/12/1999 portant agrément d'organismes habilités à procéder aux mesures de la concentration en poussières d'amiante des immeubles bâtis.

Décret n° 97-1219 du 26/12/1997 modifiant le décret 96-98 du 07/02/1996 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation des poussières d'amiante.

Décret n° 97-855 du 12/09/1997 modifiant le décret 96-97 du 07/02/1996 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis.

Circulaire n° 97-15 du 09/01/1997 relative à l'élimination des déchets d'amiante-ciment.

Circulaire n° 96-60 du 19/07/1996 relative à l'élimination des déchets de flocages et calorifugeages.

Décret n° 96-1132 du 24/12/1996 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante.

Décret 96-98 modifié.

Circulaire du 9 Janvier 1997 relative à l'élimination des déchets d'amiante ainsi générés lors de travaux de réhabilitation, etc....

Guide pratique de l'OPPBTP : Traitement et dépose de l'amiante – édition Juin 1996.

- Recommandations de la CNAM R 371 relatives aux travaux
-ou intervention sur flocage d'amiante ou matériau contenant de l'amiante.

Arrêté du 23 Décembre 1996 portant agrément d'organisme habilités à procéder aux contrôles de la concentration de poussières d'amiante dans l'atmosphère des lieux de travail.

Arrêté du 5 Décembre 1996 relatif au transport des matières dangereuses par route.

Circulaire du Ministère de l'Environnement du 19 Juillet 1996 « élimination des déchets générés lors de travaux relatifs aux flocages et calorifugeages contenant de l'amiante dans le bâtiment ».

Arrêté du 28 Mai 1996 portant agrément d'organismes habilités à procéder aux contrôles de la concentration en poussières d'amiante dans l'atmosphère des immeubles bâtis.

Arrêté du 14 Mai 1996 modifié relatif aux règles techniques que doivent respecter les entreprises effectuant des activités de confinement et de retrait de l'amiante.

Circulaire DGS / VS3 / DRT / CT4 / DHC / TE1 / DPPR / BGTD N° 290 du 26 Avril 1996 relative à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans des immeubles bâtis.

Arrêté du 4 Avril 1996 relatif au non-emploi de travailleurs sous contrat à durée déterminée ou contrat de travail temporaire.

Décret n° 96-98 du 7 Février 1996 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante.

Décret n° 96-97 du 7 Février 1996 modifié par le **décret 97-855 du 12 Septembre 1997** relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis.

1.6.3. Démarches auprès des Administrations

Le Titulaire doit effectuer toutes les démarches administratives nécessaires à l'exécution de ses travaux auprès des administrations telles que la CRAMIF, l'Inspection du Travail, l'OPPBT, les services de l'Hygiène, de la Voirie, etc. (ou de la médecine du travail en cas de notice de poste).

Le Titulaire doit obtenir l'accord du service intéressé avant de commencer ses travaux et doit effectuer toutes modifications demandées par ce dossier, **sans augmentation de prix ou de délai.**

Il doit payer tous les frais, taxes, et droits afférents, signer tous contrats nécessaires, autoriser sans difficultés l'inspection de ses travaux par les agents assermentés, se plier à toutes les règles de police ou d'ordre public qui lui seraient signifiées, et, obtenir toutes autorisations ou permissions nécessaires en temps utile dans le cadre du calendrier d'exécution. Ces frais seront inclus dans le forfait prévu par le Titulaire.

Dans tous les cas, le Titulaire devra tenir informé le Maître d'Ouvrage et le Maître d'Œuvre de toutes ses démarches, et transmettre une copie de tous les documents émis ou reçus et informer sans délai de toutes difficultés ou anomalies.

1.6.4. Responsabilité, Assurance, Qualifications

Conformément à l'arrêté du 14 Mai 1997, le Titulaire effectuant des travaux de retraits de l'amiante friable en place, doit être en possession de la qualification correspondante

- QUALIBAT 1552 ou AFAQ ASCERT International ou références équivalentes permettant de justifier son aptitude à réaliser les travaux.

Le Titulaire sera tenu entièrement responsable de tous les accidents de quelle que nature que ce soit, à dater de l'ordre de service de commencement des travaux.

En aucun cas, le Maître d'Ouvrage et le Maître d'Œuvre ne pourront être inquiétés ou recherchés à ce sujet.

L'attention du Titulaire est attirée sur l'application de la loi du 4 Janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance ainsi que sur les obligations résultant de cette loi et notamment l'application des stipulations définies dans les documents COPREC 1 et 2.

Le Titulaire joindra obligatoirement à son offre, la copie des documents attestant des assurances en responsabilité, garantie décennale et/ou toutes assurances particulières liées à la particularité et à la spécificité des prestations réalisées. Il renouvellera cette présentation de document au moment de la réception des travaux, avec des documents en cours de validité à la date de la réception.

La partie retrait amiante ne pourra pas être sous-traité.

1.7. Plan de retrait des matériaux contenant de l'amiante

Préalablement au démarrage des travaux, le Titulaire devra établir un plan de retrait ou de confinement des matériaux contenant de l'amiante, établi à partir de l'évaluation des risques du Titulaire. Il comprendra notamment :

1.7.1. Les mesures qu'il met en œuvre, par phase de travaux pour

- supprimer ou réduire l'émission et la dispersion de fibres d'amiante pendant les travaux de toute nature,
- éviter toute diffusion de fibres d'amiante hors des zones de travaux de toute nature,
- garantir l'absence de pollution résiduelle après travaux,
- permettre au Médecin du travail du Titulaire de se prononcer sur les choix effectués par le Titulaire pour les durées des postes de travail (EPI, pauses, postures, etc.) et d'adapter la surveillance médicale des salariés.
- permettre aux délégués du personnel, de formuler un avis relatif à la prévention de tous les risques et aux conditions du travail sur le chantier,
- permettre au responsable du Titulaire d'établir les notices d'information destinées aux salariés intervenants.

1.7.2. Les documents suivants ;

- les plans de confinements indiquant les sas à l'échelle, l'implantation de tous les matériels (groupes déprimogènes, adduction d'air, production eau chaude, compresseur, etc.),
- les fiches techniques de tous les matériels,
- les fiches sécurité de tous les matériaux,
- une note de calcul justifiant la ventilation et la dépression des zones,
- un schéma électrique de branchement des installations,
- la liste du personnel ainsi que leur aptitude médicale au poste de travail,
- les procédures d'entrée et de sortie de zone pour le matériel et le personnel,
- la procédure de raccordement (branchement et débranchement) des opérateurs à l'air, ou les procédures d'équipements à la ventilation assistée des opérateurs.
- les procédures d'évacuation des déchets,
- les procédures de changement des filtres, visant à éviter toute contamination,
- la méthodologie détaillée de traitement.

1.7.3. Le programme des autocontrôles du Titulaire,

ainsi que les attestations du laboratoire du Titulaire. Ce programme définit les emplacements, la fréquence, le type et les objectifs de résultat des contrôles. Il précise les fonctions des personnes chargées de ces contrôles et le nom du laboratoire mandaté pour leur exécution. Tous les contrôles définis dans le présent CCTP y seront mentionnés et précisés en supplément des autocontrôles propres au Titulaire.

1.7.4. L'avis du Médecin du travail

ou à défaut des délégués du personnel.

Ce plan de retrait est un document évolutif et sera annexé au PLAN DE PREVENTION.

L'ensemble du plan de retrait ou de confinement des matériaux contenant de l'amiante est soumis au Maître d'œuvre et au Coordonnateur Sécurité et Santé s'il y a lieu, pour analyse et observations.

Après observations de la Maîtrise d'Œuvre et du Coordonnateur Sécurité et Santé, et reprise du document, si nécessaire, le Titulaire transmet à l'Inspection du Travail, à la C.R.A.M. et l'O.P.P.B.T.P., le plan du retrait ou de confinement des matériaux contenant de l'amiante au moins 1 mois avant le début des travaux.

1.7.5. Plans d'exécution

Le Titulaire doit toutes les études d'exécution nécessaires à l'accomplissement de son marché. Il établira et soumettra à l'approbation du Maître d'Œuvre, notamment :

- Les plans de confinement,
- Les schémas électriques,
- Les plans des ouvrages modifiés par l'entreprise.

1.7.6. Approvisionnement et Accès

Le Titulaire sera entièrement responsable de ses équipements et de leur manutention sur le site.

C'est le personnel du Titulaire qui devra accueillir les livraisons, disposé des matériels et personnels nécessaires au déchargement et à la manutention.

Ces livraisons devront intervenir en prenant les dispositions utiles pour ne pas perturber le bon fonctionnement de la circulation de la rue du départ.

Les accès se feront par ;

- La cour intérieure depuis la rue Jean CATELAS pour les véhicules, bungalows, bennes etc
- Par l'entrée 6 de la rue Des CORROYERS pour le personnel

suivant les indications du coordonnateur SPS et des services de police que le Titulaire consultera.

Le Titulaire soumettra un plan de circulation avant le démarrage des travaux, notamment pour l'évacuation des produits en décharge.

Celui-ci comprendra l'itinéraire prévu pour accéder aux lieux de décharge.

1.7.7. Signalisation

Pendant l'exécution des travaux, les sorties de chantier seront signalées par des panneaux réglementaires établis par le Titulaire ; elles seront nettement dégagées de part et d'autre, afin de permettre le maximum de visibilité des véhicules sortant du chantier et de façon à attirer l'attention des usagers de l'espace public.

1.7.8. Circulation dans l'enceinte du CSP CATELAS ;

Le Titulaire aura soin de prévoir les dispositions permettant d'assurer la sécurité et le confort du personnel.

Lors des interventions à proximité ou en limite du domaine public, le Titulaire doit la mise en place de tous les dispositifs nécessaires à la sécurité des usagers du domaine public : clôtures, et protections, déviations éventuelles, signalisation.

Le Titulaire mettra en place, lors de l'entrée et sortie des engins et camions de chantier, un homme de trafic.

1.7.9. Fermeture du chantier

Pendant les travaux, le Titulaire assurera, à ses frais la fermeture du chantier suivant les indications du coordonnateur SPS.

1.7.10. Nettoyage et dégradations ;

Le Titulaire sera responsable du nettoyage (voies, sols REMISE, sols appartements, cage d'escalier, terrasse etc...). Il sera également tenu responsable de toutes les dégradations constatées, consécutives aux passages, manœuvres et stationnement de tout camion ou engin.

En cas de réclamations du CSP CATELAS, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de faire procéder, aux frais du Titulaire, aux travaux de nettoyage.

Un constat de l'état des lieux avant et après travaux sera effectué aux frais du titulaire.

1.7.11. Entretien du chantier ;

Le Titulaire est tenu de maintenir toujours propres les abords du chantier, cage d'escalier, les quatre appartements et de se conformer aux prescriptions du Maître d'Ouvrage.

1.7.12. Appartements voisins

Le Titulaire devra prendre toutes précautions et mesures nécessaires pour éviter que les travaux n'affectent les appartements voisins et la REMISE.

Avant le démarrage des travaux, un constat d'état des lieux sera effectué à cet effet aux frais du Titulaire.

Le Titulaire devra prévenir le Maître d'Ouvrages des dates et de la nature des travaux. Les constats devront toujours être établis en présence du Maître d'Ouvrage ainsi que des locataires concernés.

Une copie des constats devra parvenir au Maître de l'Ouvrage avant le paiement de la facture correspondant au chantier.

En cas de dommages causés à un tiers, le Titulaire conservera la responsabilité entière de ses actes et de leurs éventuelles conséquences.

1.8. Canalisations et branchements divers existants

Le Titulaire ne peut déposer aucune canalisation ou câble de quelque sorte que ce soit, sans avoir reçu les autorisations et sans s'être assuré de leur nature et de leur destination. En aucun cas la desserte des tiers ne doit être interrompue.

Il doit signaler, en temps utile, toutes demandes ou démarches (éventuelles) nécessaires à faire auprès du Maître d'Ouvrage ou ses représentants.

Le Titulaire restera responsable, vis-à-vis du Maître d'Ouvrage et des locataires, de tous les désordres qui seraient occasionnés par l'exécution de ces travaux. Il devra en outre, pendant le cours des travaux, signaler toutes les canalisations ou ouvrages quelconques dont l'existence ne serait pas connue lors de la prise de possession des lieux.

Le Titulaire devra, dans ses prestations, la mise à disposition du personnel compétent spécialisé et la coupure des raccordements, les bouchonnages, de façon qu'aucune remontée ne puisse se produire lorsque les réseaux sont en charge par exemple.

Si besoin, les déposes doivent être exécutées par les services compétents ou par un sous-traitant qui doit être agréé par le Maître d'œuvre.

Dans l'emprise du chantier, le Titulaire devra protéger et maintenir en état de fonctionnement tous les réseaux (eau, électricité, assainissement, etc.).

Nota : le Titulaire doit impérativement, avant toute coupure d'un réseau ou branchement existant, s'adresser au Maître d'ouvrage.

1.9. Précautions particulières contre les nuisances

Le Titulaire doit prendre toutes les précautions utiles contre le bruit intensif, la poussière, les fumées, par le choix des engins, des horaires de travail, etc.

1.10. Protection et prévention des accidents

Le Titulaire est tenu de prendre toutes les dispositions assurant la sécurité des personnes circulant aux abords et dans le chantier, vis-à-vis de la chute éventuelle des matériaux, notamment par des tôles de protection installées solidement et encorbellement, à la hauteur qui sera jugée suffisante pour assurer une protection efficace des passages fréquentés.

Il doit également se conformer au texte approuvé le 11 juin 1980, par le COMITE NATIONAL DES INDUSTRIES DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS, concernant les mesures de préventions des accidents et mesure d'hygiène ainsi qu'aux mesures réglementaires du titre IV du décret du 8 janvier 1965.

Si des vols, détournements, dégradations, avaries, pertes ou destructions se produisent pendant le cours des travaux, en particulier du fait de personnes qui auraient pu s'introduire sur le chantier, il appartient au Titulaire d'en rechercher les auteurs et d'en assurer les réparations.

Aucune indemnité ne peut être allouée au Titulaire pour les pertes, avaries, dommages dus à sa négligence, son imprévoyance, le défaut de précautions ou de moyens, ou dus à de fausses manœuvres. Si des travaux viennent à être interrompus, pour quelque cause que ce soit, le Titulaire doit assurer les protections et signalisations nécessaires, sans frais supplémentaires pour le Maître d'Ouvrage. Pendant toute la durée des travaux et jusqu'à la réception, le Titulaire est responsable de la conservation et du maintien en bon état des matériels, engins, outillages, installations de tous ordres du chantier et il est tenu de se garantir de tous les vols, détournements, dégradations et avaries, dommages, pertes et destructions de toute nature, notamment du fait des intempéries, pour lesquels il est expressément stipulé qu'il ne lui serait, le cas échéant, alloué aucune indemnité. Il en est de même pour les matériaux déposés et entreposés sur le chantier par le Titulaire.

1.11. Matériaux provenant des démolitions

Le Titulaire aura la propriété de tous les produits provenant des démolitions, à l'exception des différents matériels qui pourraient éventuellement être récupérées par le Maître d'Ouvrage et seraient alors décrits dans la partie « Description des ouvrages ». Ces matériels seront stockés sur le chantier, à un endroit désigné par le Maître d'ouvrage. Ils seront placés sous la garde du Titulaire, éventuellement jusqu'à la fin du chantier.

Par exemple, dans le cas de la réutilisation prévue, ils devront être à l'abri des intempéries et du vol.

Tous les matériaux et déblais sont évacués en décharge.

En fin de travaux, le Titulaire doit laisser les appartements complètement débarrassés de tous matériaux, gravats, éléments divers issus des déposes, détritus, etc.

1.12. Documents à fournir par l'Entrepreneur

1.12.1. Certificats - Attestations

Les certificats attestant que le Titulaire est en règle avec les organismes officiels (D.I.R.E.C.C.T.E – CARSAT – OPPBTP – Organisme Certificateur AFAQ Certification – MEDECINE DU TRAVAIL – C.H.S.C.T du Titulaire), ainsi que les attestations d'assurance en cours de validité, seront à fournir conformément au C.C.A.P.

1.12.2. Sous-traitance

Le Titulaire doit faire connaître si il a l'intention de sous-traiter une partie des travaux. Son sous-traitant devra obtenir l'acceptation du Maître d'œuvre et du Maître d'Ouvrage avant toute intervention.

1.12.3. Plan de récolement

Les travaux terminés et les appartements rendus, le Titulaire, à sa charge, les plans de récolement.

Le Titulaire fournira un plan de récolement côté de ces travaux comportant : la position, la nature et les dimensions des chutes EU-EV.

Localisation : Voir carnet des pièces graphiques – GE 001 ind0 - Ensemble des appartements

1.12.4. Panneau de chantier

Ce panneau, réalisé en polychromie, sera installé par le Titulaire du présent marché en conformité avec le modèle communiqué par le Maître d'Ouvrage et comportera :

- les indications administratives réglementaires
- les indications du Maître d'Ouvrage, le montant des travaux, les financeurs et financements (y compris les logos)
- les noms et logos du Maître d'œuvre et du Titulaire,
- la date de début des travaux
- la date d'achèvement contractuelle

Le panneau de chantier aura une surface de l'ordre de 2 m².

L'implantation de ce panneau sera à valider par le Maître d'Ouvrage.

Le Titulaire doit la fourniture, l'installation, la surveillance et l'entretien pendant toute la durée des travaux jusqu'à la réception.

La dépose sera effectuée après la fin des travaux.

1.13. Traitement des déchets :

1.13.1. Gestion des déchets

- Les déchets seront triés, stockés ou éventuellement conditionnés suivant la réglementation en vigueur et leur nature.
- Ils seront ensuite évacués, éliminés (compris fourniture de documents justificatifs).
- Le Titulaire sera particulièrement vigilant sur le mode d'évacuation des déchets depuis les étages, de manière à éviter l'envol des matériaux. Un dispositif sera proposé dans la note méthodologique, il en sera de même concernant le stockage des matériaux et leur évacuation vers les centres de traitement. Des filets ou des bâches de protections seront disposés sur les bennes et le chantier sera nettoyé régulièrement.
- L'élimination des déchets d'amiante de toute nature se fera conformément aux textes et règlements en vigueur.

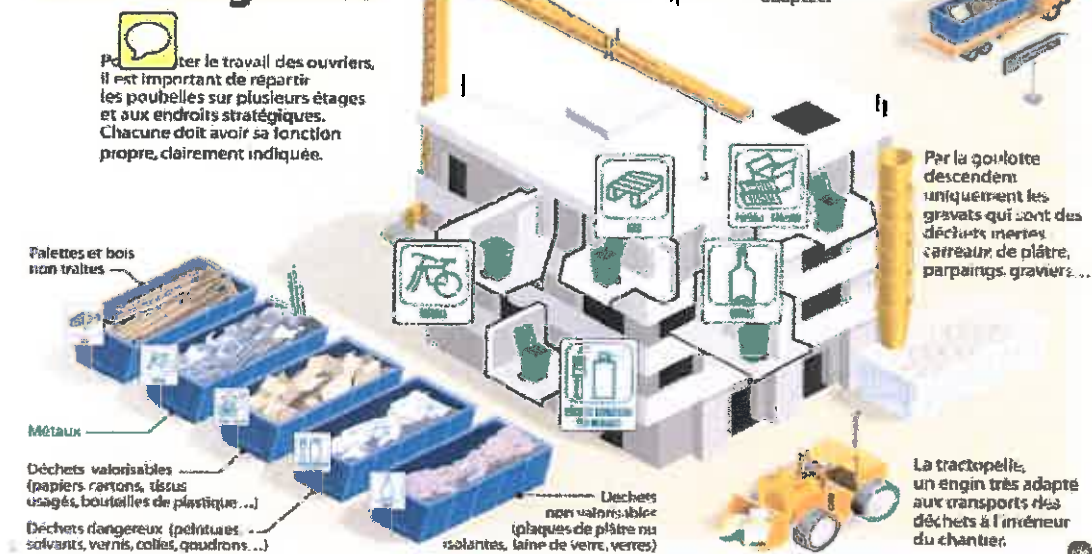
1.13.2. Evacuation des gravats, matériaux et déchets

Le Titulaire mettra en place une procédure de valorisation des déchets en effectuant un tri systématique sur le chantier, avant le chargement en benne.

Le tri sera effectué par nature de déchets (liste non exhaustive) :

- **Déchets Inertes (D.I.).** Maçonnerie, béton, etc. totalité des gravats à stocker et à évacuer dans le cadre des travaux.
- **Déchets Industriels Banals (D.I.B.).** Ces déchets seront stockés et évacués dans le cadre des travaux de pré-curage
- **Déchets Industriels Spéciaux (D.I.S.).** produits issus du curage, peinture, tubes fluorescents à emballer dans des alvéoles en carton, après dépose, compris transport et intervention d'une entreprise spécialisée
- **Déchets amiantés** (traités dans la phase désamiantage).

Déchets, le tri obligatoire



1.13.3. Déroulement des travaux

- * Phase a) Réalisation des installations de chantier propre au présent lot.
- * Phase b) Réalisation des prélèvements d'empoussièrement préliminaire (point zéro).
- * Phase c) Localisation précise de l'ensemble des matériaux amiantés.
- * Phase d) Rédaction du plan de retrait amiante.
- * Phase e) Purge de l'ensemble des D.I.B. non liés à la construction (pré-curage).
- * Phase f) Purge de l'ensemble des D.I.B. liés à la totalité des parois (pré-curage) en fonction du diagnostic amiante
- * Phase g) Désamiantage et mise en sécurité du site
- * Phase h) Restitution des locaux après désamiantage (mesures du niveau d'empoussièrement).
- * Phase i) Suppression des dispositifs liés au désamiantage.
- * Phase j) Finalisation du pré-curage pour les parties n'ayant pu être traitée avant désamiantage
- * Phase k) Réception des structures après désamiantage et pré-curage.
- * Phase l) Suppression des installations de chantier propre au présent marché.

2. CHAPITRE 2 — MODE D'EXECUTION DES TRAVAUX

2.1. Généralités

Nota : le diagnostic réalisé préalablement à cette étude a mis en évidence la présence d'amiante. La réglementation en vigueur impose le démontage préalable sur le site et la récupération de toutes parties en amiante-ciment, le conditionnement et le transport en décharge autorisée ou le traitement adapté.

Le Titulaire devra fournir les plans respectifs de retrait avec traitement des déchets. Aucun stockage sur site n'est toléré et les matières seront enlevées du site au jour le jour.

2.2. Désamiantage

2.2.1. Prescriptions Techniques Particulières

2.2.1.1. Diagnostic amiante

Un diagnostic de recherche de matériaux contenant de l'amiante est fourni au Titulaire par le Maître d'Ouvrage dans le cadre de la consultation.

2.2.1.2. Matériaux contenant de l'amiante faisant l'objet de l'opération de retrait

- Conduits en amiante-ciment (conduits de fluides EU-EV)

2.2.1.3. Rappel succinct de la réglementation

Il ne s'agit pas là de présenter une liste exhaustive des textes en vigueur, mais d'en rappeler simplement les principaux.

Mesures particulières d'hygiène applicables dans les établissements où le personnel est exposé à l'action des poussières d'amiante.

Les décrets n° 2001-840 du 13 /09/2001 et n° 2006-761 du 30/06/2006 :

- fixent la concentration moyenne en fibres d'amiante de l'atmosphère inhalée par un travailleur, à ne pas dépasser :
- 0,10 f/cm³ sur 8 heures de travail lorsque le chrysolite est la seule variété d'amiante utilisée
- 0,10 f/cm³ sur 1 heure de travail dans la situation où plusieurs variétés d'amiantes sont présentes
- rendent obligatoire la mise à disposition d'équipements de protection individuelle lorsque le personnel est exposé à l'inhalation de poussières d'amiante à l'état libre

- déterminent la procédure de contrôle de l'atmosphère des lieux de travail et rend obligatoire la communication des résultats au médecin du travail et au comité d'hygiène et sécurité
- rendent obligatoire le suivi médical du salarié et en définit les modalités.

Enlèvement de l'amiante

Les décrets 2001-840 et 2006-761 définissent les procédures et règles de travail à mettre en œuvre pour procéder au déflocage, au retrait et à l'élimination de l'amiante ou de matériaux friables contenant de l'amiante dans des bâtiments, sur des structures ou des installations.

2.2.1.4. Choix du mode d'élimination des déchets

Le mode d'élimination retenu est le stockage dans une décharge de classes I, II ou III et ce en fonction des matériaux déposés et des équipements de protection.

2.2.1.5. Enlèvement de l'amiante

Le Titulaire utilisera une méthode d'enlèvement permettant de limiter l'émission de fibres d'amiante dans l'air. Celle-ci est facilitée par l'absence d'occupant pendant les travaux.

A l'appui de son offre, le Titulaire devra fournir un plan de retrait type adapté à l'opération et définissant la méthodologie utilisée.

2.2.1.6. Procédure d'intervention proposée pour le désamiantage

Prise de possession des lieux

- Balisage et signalisation du chantier à proximité immédiate du lieu d'intervention avec panneaux réglementaires
- Fermeture du chantier, afin d'éviter les intrusions.

Matériel mis en œuvre

- Armoire électrique de chantier avec protection 30 mA
- Aspirateurs très haute efficacité à filtration absolue (99.997 %)
- Trousse à pharmacie
- Petit outillage.

Procédures de secours

- Etablissement des consignes, notamment pour donner l'alerte aux services de secours
- Présence de secouristes dans les équipes de travail.

2.2.1.7. Protections individuelles et collectives

La circulaire DGS/VS3/94 n° 70 du 15.09.1994 impose que "tout intervenant dans la zone de travail" soit équipé :

PROTECTIONS INDIVIDUELLES

- Vêtement de travail étanche équipé de capuche, fermé au cou, aux chevilles et aux poignets; le vêtement sera de préférence jetable et considéré comme un déchet en fin d'utilisation
- Gants jetables, bottes de sécurité en PVC
- Masque ou demi-masque ventilé.

Les règles à suivre en matière de protection du personnel sont définies lorsque le Maître d'Ouvrage accepte le plan de retrait d'amiante que lui a soumis l'entreprise, conformément au décret 92/634 du 6 Juillet 1992.

Toute personne de l'entreprise ne portant pas les protections requises sur le chantier sera immédiatement exclue du chantier.

2.2.1.8. Conditionnement et évacuation des déchets

Les déchets devront être évacués au fur et à mesure de l'avancement des travaux, de manière à empêcher l'accumulation des déchets dans la zone.

La zone de stockage tampon est prévue dans la REMISE.

Les déchets d'amiante seront mis dans 2 conditionnements. Le premier sera aspiré puis surfacté et mis ensuite dans un deuxième sac étiqueté.

Les éléments et le matériel qui n'auront pas pu être décontaminés seront conditionnés de la même façon.

Traitement des sacs

Dépoussiérage du 1er sac à déchets.

Surfactage et mise en sac étanche étiqueté « Amiante » à l'extérieur de la zone (double ensachage).

L'ensemble des équipements jetables (combinaisons, gants, filtres, polyane) sera également traité en double ensachage.

Mise en Big Bag des sacs étiquetés amiante (regroupement des doubles ensachages)

Inscription sur le Big Bag :

- du Nom du client,
- du Nom du chantier,
- du Nom de l'entreprise intervenante
- catégorie de déchets.

Transport

Le transport des déchets amiantifères sera effectué suivant règles ADR par un transporteur agréé.

L'accord préalable de la décharge sera fourni au Maître d'Œuvre avant tout envoi.

Emission d'un bordereau de suivi de déchets.

Elimination

Les déchets amiantifères seront traités dans des décharges de classe appropriée en fonction des matériaux et des équipements de protection.

2.2.1.9. Contrôle de bonne exécution

Les vérifications ont lieu avant les opérations de retrait.

Elles s'effectuent en présence du Maître d'Œuvre et de l'installateur.

Il est procédé à la vérification :

- de la mise en œuvre du matériel
- de la conformité des installations en fonction des prestations à réaliser
- de l'état du matériel.

Tous les essais peuvent être différés tant qu'une partie quelconque des fournitures ou de leur mise en œuvre n'est pas acceptée.

2.2.2. Description des travaux de désamiantage

2.2.2.1. Travaux préparatoires

Les prestations à prévoir sont les suivantes :

- l'état des lieux et du matériel avec compte-rendu au représentant de la Maîtrise d'Œuvre
- les consommations prévisionnelles d'eau et d'électricité compris branchement.

Le secours d'alimentation sera assuré par un groupe électrogène ou tout système équivalent.

Le groupe électrogène est un groupe insonorisé, ayant une autonomie de fonctionnement de 24 heures minimum.

Les travaux comprennent :

- Le nettoyage par aspirateur filtre absolu des matériaux à enlever et de toutes les zones empoussiérées
- Le démontage, la démolition si nécessaire, le nettoyage des locaux et l'évacuation de tous les matériels gênant les interventions
- La fourniture et la mise en place d'un éclairage provisoire de chantier permettant d'assurer un niveau d'éclairement de 250 lux en tout point du chantier si nécessaire
- La mise en place d'échafaudages ou nacelles nécessaires à la réalisation des travaux
- A l'issue du retrait, les échafaudages ou nacelles seront soigneusement aspirés et lavés.
- La mise en place de la signalétique réglementaire
- La protection des structures, réseaux et matériels laissés en place, le cas échéant
- L'enlèvement des matériaux selon description ci-après
- L'élimination et l'enlèvement des déchets selon la méthode qui aura été choisie.

2.2.2.2. Travaux de dépose

Les localisations sont décrites dans le diagnostic amiante fourni au Titulaire et le carnet des pièces graphiques – GE 001 ind0 de la Maîtrise d'Œuvre.

2.3. Déconstruction

2.3.1. Prescriptions techniques particulières

2.3.1.1. Matériel

Le Titulaire est seul juge des moyens et du matériel à mettre en place pour l'exécution de ses travaux, ce dernier aura la faculté d'employer telles méthodes ou tels procédés, comme bon lui semblera (méthodologie détaillée à remettre lors de la remise des offres).

Les prix du titulaire comprennent donc tous les engins et tout le matériel nécessaires à la parfaite réalisation de ses travaux.

2.3.1.2. Matériaux

Tous les matériaux et objets divers en fer, métaux, bois, etc. à provenir de ces travaux seront la propriété de plein droit du Titulaire du présent marché. Toutefois, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de récupérer tous matériels de son choix avant intervention du Titulaire.

2.3.1.3. Propreté du chantier

Le chantier devra être tenu dans un état de propreté constant; après son passage, aucun matériau ou gravois ne devra subsister, notamment dans les appartements, la cage d'escalier, la terrasse et dans la REMISE. Tous nettoyages et remise en état étant à la charge du Titulaire du présent marché (dans la mesure où ce dernier est reconnu comme l'auteur des dégâts).

2.3.1.4. Élimination des déchets

Le Titulaire devra proposer au Maître d'Ouvrage le mode de gestion des déchets et ce en accord avec le plan départemental et régional d'élimination des déchets, comprenant :

- le mode de transport : Si le Titulaire du présent marché n'assure pas lui-même le transport, il devra indiquer l'entreprise chargée de ces travaux
- le mode d'élimination : Si le Titulaire du présent lot assure lui-même cette prestation, il devra fournir au Maître d'Ouvrage la destination des déchets par nature et les volumes correspondants. Dans le cas où cette prestation est assurée par un prestataire spécialisé, le Titulaire du présent marché devra indiquer les coordonnées de celui-ci.

Le Titulaire du présent marché devra assurer le contrôle de cette gestion (transport - élimination) et devra fournir les bordereaux de suivi des déchets au Maître d'Ouvrage.

Nota : Il ne pourra pas être effectué un stockage provisoire sur le site des déchets en vue de leur tri.

2.3.1.5. Modes opératoires

Le Titulaire devra préciser dans une note technique, pour chacun des ouvrages démontés, la méthode d'intervention qu'il utilisera.

Les modes opératoires envisagés par le Titulaire devront tenir compte :

- des équipements, matériels et outils utilisés
- des mesures mises en œuvre concernant la sécurité collective et individuelle sur site
- du mode de gestion des déchets issus de la déconstruction
- des scénarios d'élimination des déchets (réglementation actuelle, situation locale et filières locales existantes en matière de valorisation).

2.3.2. Descriptions des travaux des déconstructions

2.3.2.1. Travaux de « déconstruction »

Le Titulaire devra prévoir la « déconstruction » par tous moyens appropriés en fonction de la nature des matériels et des matériaux, des conditions rencontrées et système de sécurité nécessaires à la réalisation des travaux.

La « déconstruction » sera effectuée avec soin.

Tous les ouvrages démontés seront soigneusement triés dans les bennes adéquates puis évacués vers les décharges concernées pour élimination. (Sauf les luminaires)

Les ouvrages à déconstruire (mise à blanc des sanitaires) sont :

- Les « façades » en fond des sanitaires sur toute la largeur des 87 cm
- Les cuvettes WC
- Dépose de la faïence murale (4 cotés)
- Décapissage
- les revêtements de sol
- Plafond - Dépose des plaques polystyrène en plafond
- Luminaires en plafonnier (dépose avec soin pour repose en fin d'intervention)
- Dépose de souches de cheminée

2.3.2.2. Reconnaissance des lieux

Le Titulaire devra avant la remise de son offre :

- Se rendre sur place afin de bien connaître le site, les accès, le voisinage, la nature des travaux à réaliser, etc...
- Se renseigner auprès du Maître d'Ouvrage afin de connaître tous les réseaux existants, câbles, canalisations, etc..., toutes les restrictions de circulations et obligations dans l'enceinte du CSP CATELAS pendant la durée des travaux (l'accès sur le site est prévu depuis la rue Jean CATELAS.
- Le Titulaire devra donc procéder sur place à toutes mesures complémentaires, à toutes vérifications et tous autres relevés qu'il jugerait nécessaires, afin d'apprécier la nature et l'importance des travaux à réaliser.

2.3.2.3. Cadre de l'intervention

Le Titulaire devra prévoir un montage photographique dans chaque appartement, de l'ensemble des ouvrages à déconstruire et de l'environnement, avant toutes interventions.

Diffusion des photos ; soit par clef USB et / ou CD – Pas de papier

2.3.2.4. Constat d'huissier pour existants conservés

Le Titulaire devra le constat de l'état des existants (constat avant et après travaux) ainsi que tous frais, droits, taxes et honoraires nécessités par l'intervention indispensable de personnes qualifiées et habilitées telles que Huissiers, Maître d'Œuvre, Assureurs, etc. choisies par chaque partie.

Toutes les réunions, sur place, nécessaires seront organisées à l'initiative et aux frais du Titulaire du présent marché.

Ces réunions auront pour but de déceler au minimum tous vices de construction avant, pendant et en fin des travaux et de définir toutes consignes et dispositions à prendre afin de garantir la bonne tenue des ouvrages et d'éviter toutes dégradations et destructions de toutes natures.

2.3.2.5. Maintien de la circulation et des accès - travaux en limite de voirie

Avant de commencer les démolitions, le Titulaire contactera le service de la voirie de la Ville d'AMIENS, les pompiers, etc.

Le Titulaire fera placer, à ses frais, au droit des façades les protections nécessaires pour empêcher la chute des matériaux sur les voies, cours intérieure.

Il ne pourra faire sur la voie publique, accès et parkings aucun dépôt de matériaux.

Les frais éventuels de voirie pendant la durée des travaux sont à la charge du Titulaire. Il se mettra en rapport avec les autorités compétentes pour obtenir les permissions de voirie nécessaires.

Il devra, à ses frais, assurer le placardage de ces textes et mettre en place la signalisation correspondante.

Le Titulaire devra réparer, à ses frais, toutes les dégradations causées aux ouvrages de la voie publique qui auront été préalablement prévenues par ses soins.

Les branchements provisoires éventuels nécessaires au fonctionnement du chantier sont à la charge du Titulaire ainsi que la consommation afférente.

2.3.2.6. Prestations propres aux démolitions

Il appartiendra au Titulaire de prendre contact en temps voulu avec le Maître d'Ouvrage ou le représentant des services techniques du CSP CATELAS pour s'assurer que toutes les dispositions ont été prises en ce qui concerne les démontages ou coupures des branchements eau, électricité, gaz, téléphone, réseaux de chauffage ou autres.

Les gravois, non pollués et à évacuer le seront sur des décharges de catégorie 3. (La valeur de l'enlèvement des gravois aux décharges publiques devra tenir compte de tous frais pour chargements, déchargements, frais de route sans limitation de distance, d'autorisation et frais de décharge). Le lieu de déchargement est laissé au libre choix du Titulaire.

Le Titulaire transmettra au Maître d'œuvre l'ensemble des bordereaux de suivi de déchets.

2.3.2.7. Etat des lieux après démolition

Après travaux et avant travaux de remise en état, une réception de bonne exécution des travaux sera effectuée.

Elle fera l'objet d'une visite des lieux en présence du Maître d'Ouvrage, du Maître d'œuvre et du responsable du Titulaire ayant effectué ces travaux, il sera constaté si les travaux sont correctement et complètement achevés.

2.4. Description des travaux de remise en état des sanitaires

2.4.1. Traversées de planchers

Prestations à la charge du présent marché :

- Découpage mécanique et carottage de plancher Béton Armé existant en périphérie des traversées de planchers pour dégager les canalisations amiantées, voir la dépose des entrevous (portant entre poutrelles) intéressés par les traversées de planchers ;

- Reprofilage en béton armé des trémies réalisées et fourniture et mise en œuvre de fourreaux pour nouvelles traversées de dalles (dans le cas de dalles en Béton Armé), voir la création de chevêtres de renfort en appui sur les poutrelles (dans le cas de planchers poutrelles/hourdis)
- Fourniture et mise en œuvre de fourreaux en tube plastique rigide en traversées neuves de dalles, pour permettre une libre dilatation des canalisations
- Calfeutrement après passage des descentes EU, le vide entre la tuyauterie et le fourreau étant à remplir par un matériau élastique empêchant la transmission de bruit d'un local à l'autre

Localisation : Totalité des logements y compris terrasses

2.4.2. Nouvelles chutes EU-EV

Le système d'évacuation employé sera un réseau EU-EV commun étant précisé que, d'une manière générale, toutes les précautions seront prises afin de protéger les gardes d'eau des appareils contre les effets induits par les autres appareils ou les auto-siphonnages et afin que la circulation d'air soit assurée dans toutes les parties du système de respecter les prescriptions suivantes :

- chaque siphon d'appareils sanitaires devra avoir 50 mm minimum de garde d'eau
- de ventiler les collecteurs tels que définis au DTU 60.11
- chaque collecteur fera l'objet d'une ou plusieurs ventilations ramenées à l'air libre par une ventilation de même diamètre

Les évacuations seront réalisées en tube PVC M1.

Les sorties de ventilations en toiture terrasses devront se faire dans des parties inaccessibles et jamais situées près de prise d'air ou de châssis en toiture.

Les réseaux EU/EV dus par le présent marché s'arrêtent en sous face de plancher haut de la REMISE. Tous les réseaux d'évacuation situés au-dessus du plancher haut de la REMISE sont à la charge du Titulaire du présent marché. Les raccordements sur l'attente sont à la charge du présent marché.

Des bouchons de dégorgeement seront disposés à chaque changement de direction, en bout de collecteurs principaux ou secondaires et à chaque pied de chutes et seront du même diamètre que les canalisations sur lesquelles ils seront installés.

Ventilations primaires

Toutes les chutes seront prolongées individuellement hors toiture dans le même diamètre ou munies de soupapes anti-vides conformément au DTU les ventilations primaires seront regroupées en une seule dans le diamètre immédiatement supérieur au dernier branchement. La sortie de toiture sera prévue au présent marché.

Canalisations en PVC évacuation

Toutes les canalisations d'évacuation des eaux devront répondre à la norme NFP 40.201, au DTU du CSTB, aux normes de plomberie et aux prescriptions de l'ATEC.

Les façonnages, raccordements, pose des canalisations et leur fixation sont conformes aux DTU 60.31 – 60.32 – 60.33 de novembre 1981.

Les tuyaux en polychlorure de vinyle chloré non plastifié répondent aux normes NF T 54.200, 54.017 et 16.352 et sont marqués NE E MI.

Les assemblages sont réalisés par emboîtements collés aux adhésifs à solvant fort et raccordements à joint coulissant suivant article 5 222 du DTU permettant les dilatations.

Les tuyaux sont fixés par colliers galvanisés à contrepartie à 2 boulons à large surface de contact et à queue de scellement pour les chutes, descentes et collecteurs généraux d'allure horizontale.

Les tuyaux sont fixés par des colliers en matière plastique à contrepartie démontable ou du type à auto-serrage pour les collecteurs d'évacuation des appareils sanitaires.

La liaison entre la queue et l'embase du collier réalisée par l'intermédiaire d'une douille taraudée métallique noyée dans l'embase.

Une bague en matériaux résilients est prévue entre la canalisation et la fixation, mise en œuvre suivant les articles du DTU.

Les chutes ou collecteurs EU – EV passant dans les caissons bois ou gaines techniques seront équipées d'une protection acoustique (5 cm de laine de roche)

Localisation : Voir carnet des pièces graphiques – GE 001 ind0

Totalité des logements [32 – 34 – 36 – 38] & [33 – 35 – 37 – 39]

2.4.3. Appareils Sanitaires

2.4.3.1. Généralités

Prestations à la charge du présent marché :

Le Titulaire doit la modification et la mise en œuvre de nouveaux équipements pour l'aménagement des sanitaires ;

EF : Eau Froide

EU : Eau Usée

Les travaux à entreprendre sont ceux nécessaires à la fourniture, pose et raccordement des équipements suivants :

- Appareils sanitaires,
- Distribution d'eau froide et d'eau chaude,
- Evacuation des eaux usées.

Les installations s'entendent en bon ordre de marche, essais et réglages terminés.

Tous les appareils sont de teinte blanche.

L'ensemble de la robinetterie est à tête céramique avec garantie de bon fonctionnement du fabricant de 5 ans.

Ces appareils sont implantés aux emplacements représentés sur les plans joints.

La mise en œuvre des différents appareils sanitaires et de leur robinetterie doit être conforme aux stipulations des constructeurs et à l'article « appareils sanitaires ».

Dépose

Les appareils sont implantés aux emplacements représentés sur les plans. Les travaux comprennent :

- La dépose et mise en décharge de toutes les installations sanitaires neutralisées.
- La neutralisation et évacuations de toutes les alimentations et évacuations devenues inutiles.

Appareils sanitaires

Les appareils sont implantés aux emplacements représentés sur les plans.

Tous les appareils sanitaires seront "NF" et de coloris blanc.

Alimentation des appareils

L'alimentation des appareils isolés se fait par tés de branchement prévus sur les alimentations existantes. Chaque branchement comporte un robinet d'arrêt.

Toutes les canalisations horizontales de distribution et d'alimentation, fixées à l'aide de colliers à rosace d'écartement par vis et chevilles.

Des systèmes de purge doivent être installés pour permettre la vidange totale de la distribution.

Les appareils sanitaires sont raccordés par des canalisations apparentes depuis la distribution.

L'isolation phonique est réalisée à l'aide de bagues intercalaires dans les colliers de fixation et de fourreaux type GAINOJAC pour les traversées de murs, cloisons et planchers.

Evacuation

Les nouveaux appareils seront raccordés à la nouvelle évacuation.

ROBINETTERIE

Toutes les robinetteries seront "NF robinetterie" type ;

- IDEAL STANDARD, série CERAPLAN ou similaire
- JACOB DELAFON, série CANDIDE ou similaire.

2.4.3.2. Cuvettes WC

- Cuvette de WC avec réservoir 3 / 6 L marque IDEAL STANDARD ou similaire y compris robinet d'arrêt abattant SIAMP ou équivalent et fixations

Localisation : Voir carnet des pièces graphiques – GE 001 ind0

Totalité des logements [32 – 34 – 36 – 38] & [33 – 35 – 37 – 39]

2.4.4. Nouvelle façade

Prestations à la charge du présent marché :

- Confection de caissons en pour habillage de la gaine technique en fond des sanitaires

Exécution :

- Exécution en panneaux de particules avec revêtement stratifié, compris placage des chants visibles en PVC épais appliqués par thermocollage avec plaqueuse de chants à granulats, ou équivalent.
- Caisson formé de parois verticales sur toute la hauteur et la largeur de la pièce.
- Ossature en tasseaux de bois selon nécessité.
- 1 façade facilement démontable en deux parties (dito existant) pour accès d'entretien de la gaine. Fixation invisible pour la partie fixe.
- Finition périphérique par joints silicone ou acrylique selon nécessité.
- Isolation acoustique en panneaux semi rigides de laine de roche d'ép. 45 mm (PAR 45), positionnés entre montants.

- Traitement en pied de cloisons situées en pièces humides par un joint mastic acrylique en sous face de pied de cloison et un feutre bituminé avec relevé de part et d'autre de la cloison de 2 cm au-dessus du sol fini.
- Toutes sujétions pour une parfaite exécution.
- Inclus au présent poste la fourniture et pose d'une grille de ventilation en PVC blanc, dimensions d'origine existant
- Inclus au présent poste des trappes d'accès 40 x 60 ht pour atteindre les bouchons de dégorgements

Localisation : Voir carnet des pièces graphiques – GE 001 ind0

Totalité des logements [32 – 34 – 36 – 38] & [33 – 35 – 37 – 39]

2.4.5. Travaux d'embellissement

Prestations à la charge du présent marché :

2.4.5.1. Préparation des supports

Les prestations décrites dans le présent CCTP s'entendent peinture complète sur tous les supports des locaux mentionnés.

Chaque type de préparation sera en adéquation avec le revêtement prévu et conforme aux descriptions ci-après, le maître d'œuvre se réservant le droit de demander la participation du fabricant pour confirmation du système proposé.

Toutes les peintures seront d'un ton choisi par le maître d'ouvrage dans le nuancier du fabricant.

La réalisation des essais est due par le titulaire du présent marché et inclue la fourniture des produits et échantillons.

Le Titulaire doit l'intégralité des travaux de préparation nécessaires à une parfaite exécution des ouvrages dans les règles de l'art. Les préparations seront dues en tout état de cause même si elles n'apparaissent pas clairement dans les prescriptions des ouvrages dans les articles ci-après.

Il est rappelé que l'état de finition demandé correspondra au niveau B tel que défini dans le DTU n° 59-1 :

- § 6.2.2 "Définition des états de finition communs à tous les supports"
- § 6.2.3 "Prescription de classement de finition par nature de support"
- § 6.4.1 "Travaux préparatoires"

2.4.5.2. Traitement des parois

L'ensemble des ouvrages de plâtrerie type plaques de plâtre, doublages isolants, habillages, contre cloisons, cloisons, etc. sont livrés en l'état ne nécessitant qu'une simple révision de la part du présent lot.

- égrenage, rebouchage, époussetage
- révision des calicots

- application au couteau à enduire de 2 couches d'un enduit mixte à base de copolymères, glycéros-vinylques type "SIKKENS ENDUIT" ou équivalent
- ponçage éventuel des surépaisseurs
- Fourniture et pose d'un tissu voile de verre (gamme Skinglass ou équivalent) et application d'une peinture vinylique en 2 couches, teinte « La Seigneurie » au choix du Maître d'Œuvre, compris toute bande de renfort, pontage etc..

Localisation : Voir carnet des pièces graphiques – GE 001 ind0

Totalité des logements [32 – 34 – 36 – 38] & [33 – 35 – 37 – 39]

2.4.5.3. Peinture sur boiseries

Les travaux comprennent :

- ponçage, époussetage et dégraissage éventuel
- application de 1 couche d'impression de peinture en phase aqueuse à base de résine acrylique en dispersion type "RUBBOL BL PRIMER" de chez "SIKKENS" ou équivalent
- rebouchage éventuel à l'enduit mixte à base de copolymères, glycéros-vinylques type "SIKKENS ENDUIT" ou équivalent
- application de 2 couches de peinture satinée en phase aqueuse à base de résine acrylique en dispersion type "RUBBOL BL SATIN" ou équivalent

Localisation : Voir carnet des pièces graphiques – GE 001 ind0

Totalité des logements [32 – 34 – 36 – 38] & [33 – 35 – 37 – 39]

- ✓ blocs portes face intérieure donnant dans les sanitaires (y compris bâtis de portes)
- ✓ trappes des gaines techniques

2.4.5.4. Peinture sur tuyauteries

Les travaux comprennent :

- -dégraissage des surfaces
- -application d'une couche de primaire mono composant à base de polyester modifié type "REDOX SP 2165" de chez "SIKKENS" ou équivalent
- -application de 2 couches de peinture laque satinée haute température en phase solvant à base de résines alkydes uréthanes type "RUBBOL SATURA" de chez "SIKKENS" ou équivalent

L'entrepreneur veillera à la compatibilité de la peinture avec la température des fluides transportés par les canalisations.

Localisation : Voir carnet des pièces graphiques – GE 001 ind0

Totalité des logements [32 – 34 – 36 – 38] & [33 – 35 – 37 – 39]

- ✓ canalisations en cuivre apparentes dans les sanitaires

2.4.5.5. Travaux de sol souple

Préparation :

L'entrepreneur devra s'assurer avant la pose des revêtements de sols souples, de la bonne planité des supports et comprendra dans son prix tous travaux de remise en état et adaptation du support permettant la pose du revêtement de sol souple conformément aux règles de l'art.

Dans tous les cas, les supports devront être propres, exempts de poussière, de corps gras et sans porosité excessive.

Les travaux comprennent :

- le dégraissage et la mise en œuvre d'un primaire d'accrochage compatible avec le support et l'enduit de ragréage envisagé
- la fourniture et mise en œuvre d'un ragréage P3 compatible avec les supports à raison d'un minimum de 2,5 KG/m

Localisation : Voir carnet des pièces graphiques – GE 001 ind0

Totalité des logements [32 – 34 – 36 – 38] & [33 – 35 – 37 – 39]

Revêtement de sol

Revêtement du type vinylique sur mousse, largeur 2 m, U3P3 avec isolation acoustique (18dB-19dB)

La pose sera réalisée conformément aux prescriptions du fabricant (à justifier auprès du BET) en utilisant un primaire d'accrochage.

Mode de pose : simple encollage à raison de 250 à 300 g de colle à base de résines acryliques en dispersion aqueuse.

Fourniture et pose de plinthes semi-rigides. Le revêtement devra toujours être supporté et remonté sur un minimum de 5 cm de haut

Localisation : Voir carnet des pièces graphiques – GE 001 ind0

Totalité des logements [32 – 34 – 36 – 38] & [33 – 35 – 37 – 39]

2.4.5.6. Travaux en plafond

Enduit dégrossissage + 2 passes enduit de finition, sous couche, 2 couches de peinture blanche en finition.

Localisation : Voir carnet des pièces graphiques – GE 001 ind0

Totalité des logements [32 – 34 – 36 – 38] & [33 – 35 – 37 – 39]

et plus particulièrement l'appartement n°33

2.4.6. Travaux en terrasse

Prestations à la charge du présent marché :

Le Titulaire prévoira la dépose et toutes modifications des mitrons des souches de cheminées.

Le Titulaire devra toutes les modifications nécessaires pour l'adaptation du nouveau système de ventilation de la chute EU-EV.

Localisation : Voir carnet des pièces graphiques – GE 001 ind0

Sur toiture terrasse, voir photo correspondante

2.4.7. Nettoyage

Chaque intervenant est responsable du nettoyage et de l'évacuation des gravats, chutes, déchets d'emploi, emballages de toute sorte, etc. engendrés par la réalisation, la préparation ou la mise en œuvre de ses ouvrages.

En outre, le titulaire du présent marché assurera le nettoyage de mise en service pour chaque appartement comprenant :

- nettoyage des cuvettes WC
- nettoyage des revêtements muraux
- nettoyage 2 faces des vitrages
- nettoyage des sols souples
- etc.

De manière générale le nettoyage sera réalisé de façon à enlever toutes les souillures pour livrer des appartements en parfait état de propreté.

Localisation : Voir carnet des pièces graphiques – GE 001 ind0

Totalité des logements [32 – 34 – 36 – 38] & [33 – 35 – 37 – 39]

2.5. Installation de chantier

2.5.1.1. Installations et clôtures de chantier

Avant tout démarrage des travaux, le Titulaire réalisera les installations et clôture de chantier.

Installations de chantier

Le Titulaire a la charge de mise en œuvre d'entretien et de repliement des installations de chantier comprenant principalement :

- Bureau de chantier avec table et chaises
- Vestiaires y compris armoires
- Sanitaires
- Réfectoire (si nécessaire)

Clôture de chantier

Le Titulaire devra réaliser la fermeture complète du chantier par panneaux grillagés type HERAS posés sur plots béton avec cavaliers d'assemblage.

Localisation : emprise dans la REMISE

3. CHAPITRE 3 – REPORTAGE PHOTOS

3.1. Description des travaux

3.1.1. Terrasse – R+5



Photo 1 :

Modification de la mitre fourniture et pose d'une nouvelle ventilation de chute EU – EV y compris toutes sujétions d'étanchéité du droit de la souche de cheminée



Photo 2 :

3.1.2. Appartement 39 – R+4



Photo 3 :

A charge du locataire la dépose des étagères des accessoires, l'enlèvement des produits, etc.



Photo 4 :

A charge du titulaire l'enlèvement du papier peint et la préparation des supports

3.1.3. Appartement 37 – R+3



Photo 05 :



Photo 06 :



Photo 07 :

Robinet existant.

Aucune prestation.

3.1.4. Appartement 35 – R+2



Photo 08 :

A charge du locataire le démontage de tous les accessoires.



Photo 09 :

A charge du titulaire la dépose des façades.



Photo 10 :

Pour info, emprise du dégagement
donnant accès au WC (valable pour les
4 niveaux)

3.1.5. Appartement 33 – R+1



Photo 11 :

A charge du locataire l'enlèvement du meuble et de l'étagère



Photo 12 :

A charge de l'entreprise la dépose :

- Totalité de la Faïence
- Dépose de la toile de verre
- Plafond en plaque de polystyrène

3.1.6. REMISE – R0



Photo 13 :

Sous face du plancher
haut de la Remise



Photo 14 :

Sous face du plancher
haut de la Remise



Photo 15 :

L'évacuation en PVC reste en place à charge du titulaire, la reprise et finition soignée de la traversée du plancher.



Photo 16 :

Les deux accès devant la zone dédiée au titulaire devront être maintenus.